

TABLE DES MATIÈRES

1

La loi « cross-border » : petit tour d’horizon 7

Christophe VERDURE

chargé de cours associé à l’Université du Luxembourg

Introduction 8

Section 1

L’émergence d’un cadre juridique au niveau de l’Union européenne 10

A. De la directive 2011/82/UE... 10

B. ... à la directive (UE) 2015/413 12

1. Principe 12

2. Règles procédurales 14

3. Évolution et évaluation 16

Section 2

L’approche belge 17

A. Aspects opérationnels 17

B. Perception immédiate et ordre de paiement 18

1. Perception immédiate 18

2. Ordre de paiement 19

Conclusion 26

2

Les jugements rendus par les juridictions de police en matière de roulage et leur exécution 27

Ariane ALEXANDRE

substitut du procureur du Roi auprès du parquet de Liège

Géraldine FALQUE

assistante à l'ULiège, avocate au barreau de Liège-Huy

Introduction 29

Section 1

La simple déclaration de culpabilité 29

Section 2

La suspension du prononcé de la condamnation 29

A. Définition 29

B. Les conditions d'octroi de la suspension du prononcé de la condamnation 31

C. Le rapport d'information succinct ou l'enquête sociale 31

D. La décision du tribunal de police 32

E. La révocation de la suspension du prononcé de la condamnation 33

1. Les cas de révocation 33

2. La procédure de révocation 34

Section 3

Les peines principales 35

Introduction 35

A. La peine privative de liberté 35

B. L'amende 36

1. Introduction 36

2. La fixation du montant de l'amende 37

3. Le calcul du montant de l'amende: la prise en compte des décimes additionnels ... 38

4. Le recouvrement de l'amende 38

5. La sanction en cas de non-paiement de l'amende 40

C. La peine de travail autonome 42

1. Définition 42

2. Les conditions d'octroi de la peine de travail 42

3. Le rapport d'information succinct ou l'enquête sociale	43
4. La décision du tribunal de police.....	43
5. L'exécution de la peine de travail.....	44
6. La sanction en cas de non-exécution de la peine de travail.....	45
D. La peine de probation autonome.....	45
1. Définition.....	45
2. Les conditions d'octroi de la peine de probation autonome.....	46
3. La décision du tribunal de police.....	47
4. L'exécution de la peine de probation autonome.....	48
5. La sanction en cas de non-exécution de la peine de probation autonome.....	49
E. La peine de surveillance électronique.....	50
1. Définition.....	50
2. Les conditions d'octroi de la peine de surveillance électronique.....	51
3. Le rapport d'information succinct ou l'enquête sociale	51
4. La décision du tribunal de police.....	52
5. L'exécution de la peine de surveillance électronique.....	53
6. La suspension de la peine de surveillance électronique.....	53
7. La sanction en cas de non-exécution de la peine de surveillance électronique.....	55
F. La prescription des peines.....	56
Section 4	
Les peines accessoires.....	56
A. La déchéance du droit de conduire.....	56
1. Notions.....	56
2. La déchéance facultative ou obligatoire du droit de conduire.....	57
3. La modalisation de la déchéance du droit de conduire qui relève du pouvoir de décision du juge du fond.....	59
4. L'exécution de la déchéance du droit de conduire.....	61
5. La sanction en cas de non-respect de la déchéance du droit de conduire.....	64
B. L'immobilisation du véhicule et la confiscation	65
1. Notions.....	65
2. La confiscation de droit commun.....	66
3. L'immobilisation et la confiscation du véhicule en droit du roulage.....	67
Section 5	
La condamnation aux frais de justice, aux contributions forfaitaires et aux dépens	69
Introduction	69
A. Les frais de justice	69
1. Définition.....	69

2. Celui qui supporte les frais de justice	70
B. Les indemnités au profit de l'État	71
C. La contribution au Fonds d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence	72
D. La contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne	72
E. L'indemnité de procédure	73
F. L'exécution	74
 Section 6	
Les mesures de sûreté	75
A. La déchéance du droit de conduire à titre de mesure de sûreté pour incapacité physique ou psychique ou pour défauts physiques ou affections médicales	75
B. Les examens subordonnant la réintégration dans le droit de conduire	76
1. Notions.....	76
2. Une mesure de sûreté et non une peine	77
3. Le caractère obligatoire ou facultatif des examens de réintégration.....	78
4. La modalisation des examens de réintégration qui relève du pouvoir de décision du juge du fond	78
5. L'exécution des examens de réintégration.....	80
C. L'éthylotest antidémarrage	84
1. Notions.....	84
2. Une mesure de sûreté et non une peine	84
3. Le caractère obligatoire ou facultatif de l'imposition de l'éthylotest antidémarrage.	85
4. La modalisation de l'éthylotest antidémarrage qui relève du pouvoir d'appréciation du juge du fond.....	86
5. L'exécution de la mesure d'éthylotest antidémarrage	87
6. Le coût de l'éthylotest antidémarrage.....	89
7. Les sanctions en cas de conduite sans éthylotest antidémarrage ou de non-respect des conditions.....	90
 Section 7	
Le sursis	90
A. Définition	90
B. Les conditions	91
C. Le rapport d'information succinct et l'enquête sociale	92
D. La décision du tribunal de police	92
E. La révocation	92
1. Les cas de révocation obligatoire.....	92

2. Les cas de révocation facultative.....	93
3. La procédure de révocation.....	93
4. Les effets de la révocation.....	94
Section 8	
La probation	94
A. Notions	94
B. Les conditions	95
1. Les conditions générales obligatoires.....	95
2. Les conditions individualisées facultatives.....	95
C. Focus sur les formations	96
1. Généralités.....	96
2. Les formations VIAS.....	96
D. La guidance et le contrôle du respect des conditions	97
Conclusion	99

3

L'alcool au volant..... 101

Andrea CATALDO

avocat au barreau de Namur, assistant à l'UNamur

David LEFÈVRE

avocat au barreau de Namur

Introduction	102
Section 1	
Quelques chiffres en guise d'avant-propos	102
Section 2	
L'alcool : approche scientifique et médicale	105
A. Notions	105
B. L'alcool dans le corps	106
C. Effets et risques	110
D. Consommation chronique d'alcool	112

Section 3

Les procédures de contrôle	116
A. La preuve réglementée de l'alcoolémie	116
B. Les différents contrôles	118

Section 4

Les infractions liées à l'alcool et leurs sanctions	122
A. Imprégnation d'au moins 0,09 mg/l et inférieure à 0,22 mg/l (dans le chef d'un conducteur professionnel)	123
B. Imprégnation d'au moins 0,22 mg/l et inférieure à 0,35 mg/l	124
C. Imprégnation d'au moins 0,35 mg/l	125
D. Refus du test ou de l'analyse de l'haleine ou de l'analyse sanguine, sans motif légitime	128
E. Ivresse	128
F. Incitation à la conduite sous influence.....	131
G. Déchéance pour inaptitude physique ou psychique.....	131

Section 5

Zoom sur l'alcolock	132
A. Approche législative.....	132
B. L'alcolock, mesure de sûreté	134
C. Approche technico-pratique	135
1. Conditions et déroulement du programme d'encadrement	135
2. Coût	136
D. Approche critique.....	138

Section 6

Rappel des incidences de l'alcool en matière d'assurance auto	141
Conclusion	143

4

**Véhicules prioritaires, engins légers, rues cyclables...
et plus si affinités** 145

Bernard CEULEMANS

avocat au barreau de Liège-Huy, maître de conférences à l'ULiège, conseiller suppléant
à la cour d'appel de Liège

Aline CHARLIER

avocate au barreau de Liège-Huy, assistante à l'Université Saint-Louis – Bruxelles,
juge suppléante au tribunal de police de Liège

Préambule 146

Section 1

La circulation des véhicules prioritaires 146

A. **La circulation des véhicules prioritaires avant le 1^{er} octobre 2020** 146

B. **La circulation des véhicules prioritaires depuis le 1^{er} octobre 2020** 148

1. Les modifications législatives 148

2. L'usage des feux bleus clignotants et de l'avertisseur sonore 150

3. La possibilité de franchir un feu rouge 152

4. La dispense de respecter le Code de la route sauf certaines dispositions 154

5. Les infractions commises par les conducteurs de véhicules prioritaires en mission .. 155

6. Le couloir de secours 157

7. La circulation des véhicules prioritaires : un danger pour les autres usagers ? 160

C. **Le tram, une autre espèce de véhicule prioritaire ?** 160

1. Le lieu de circulation du tram 160

2. Le tram sur la voie publique : une priorité absolue ? 162

3. Le tram et le véhicule sur le site spécial franchissable 165

4. Conclusion 165

Section 2

Les cyclistes dans un paysage en mutation permanente 166

A. **Les « zones spécifiques » cyclables** 166

1. Les rues cyclables 166

2. Les zones cyclables 168

B. **Les rues et zones cyclables : priorité absolue aux engins de déplacement légers** 169

C. **Les cyclistes sur la chaussée** 169

1. Le cycliste en présence d'une piste cyclable 169

2. Le cycliste en l'absence de piste cyclable	171
3. Les règles dérogatoires pour faciliter le déplacement des cyclistes.....	173
4. Conclusion.....	175
Section 3	
Les « engins de déplacement légers » : le point sur leurs assurances	176
Introduction	176
A. Au regard de l'assurance R.C. automobile	176
B. Au regard de l'assurance R.C. vie privée	177
C. Au regard de couvertures spécifiques	179
1. Les assurances particulières.....	179
2. Les assurances souscrites par l'opérateur de services de location.....	180
D. Quel assureur indemniser le « tiers victime » en cas de concours d'assurances ?	180
E. L'intervention du Fonds commun de garantie belge	182
F. L'indemnisation des victimes d'accident	182
1. En droit commun : possibilité d'obtenir indemnisation au pénal ou au civil.....	182
2. Les usagers faibles.....	183
3. Cas particulier : quant à la faute du pilote en lien causal avec son propre dommage	186
Conclusion	187

5

De la tôle froissée à l'indemnisation du dommage : un long fleuve tranquille ?..... 189

Bernard DEWIT

avocat au barreau de Bruxelles

avec la collaboration de

Catherine VAN GHELUWE

avocate au barreau de Bruxelles

Introduction	190
---------------------------	-----

Section 1

L'accident	190
-------------------------	-----

A. Le constat d'accident : première étape obligée pour espérer obtenir une indemnisation	191
---	-----

B. Ouverture du dossier, expertise, règlement direct	193
Section 2	
Le R.D.R. n'est pas applicable	195
Section 3	
La contestation de la décision des assureurs	196
A. L'opposabilité du règlement R.D.R.	196
B. Les liens entre l'assureur R.C. et l'assureur P.J.	196
C. Un bémol : la clause d'objectivité	197
D. Le libre choix de l'avocat	197
E. L'action directe contre l'assureur adverse	201
F. La procédure	201
Section 4	
Victoire : le tribunal impute la responsabilité de l'accident à Monsieur Durant	202
A. Les dépens	202
B. Le <i>bonus-malus</i>	203
C. L'état de frais et honoraires de l'avocat-assureur P.J. tiers payeur	205
Section 5	
C'est l'embarquée, suite et pas fin	205
A. L'usager faible	206
B. Les articles 13 et 14 de la loi du 21 novembre 1989	207
1. Les textes légaux	207
2. Le but du législateur	209
3. Les cas visés : dommage matériel, dommage corporel, usager faible	210
4. L'article 13 de la loi	210
5. L'article 14 de la loi	212
6. Considérations générales	213
Conclusion	217

6

**Le Fonds commun de garantie belge : tour d’horizon
des dernières évolutions légales et jurisprudentielles** 219

Véronique PIRE

avocate au barreau de Bruxelles

Introduction 220

Section 1

Fondement légal 220

Section 2

Les missions légales du Fonds 221

A. **L’information** 221

B. **L’indemnisation** 224

C. **La tarification** 227

1. Le bureau de tarification « automobile » 227

2. Le bureau de tarification « catastrophes naturelles » 228

3. Le bureau de tarification « construction » 228

D. **La mission d’intérêt général** 229

1. Catastrophe de Ghislenghien 229

2. Accidents technologiques 229

Section 3

Fonds et contentieux 231

A. **Le cas fortuit** 231

1. Conditions d’intervention du Fonds 231

2. Charge de la preuve 232

3. Applications 233

B. **Le vol** 236

1. *Ratio legis* 236

2. Notion de vol et preuve à rapporter 237

3. Limites de l’intervention du Fonds 238

C. **La non-assurance** 240

D. **La non-identification** 242

1. Notion 242

2. Conditions et limites de l’intervention du Fonds 242

E. Questions de procédure	244
1. Les délais propres au F.C.G.B.	244
2. Forme de communication avec le/du Fonds.....	246
3. Intervention du Fonds dans les procédures pénale et civile.....	246
4. Accident survenu à l'étranger.....	247
5. Droit de recours du Fonds.....	248
6. Opposabilité des jugements au Fonds.....	250
Conclusion	250